

Avenant 4
au contrat de Concession de Service Public
pour la restauration collective municipale de la Ville de Grasse

Entre

La Ville de GRASSE

Représentée par **Monsieur Jérôme VIAUD**, Maire, dûment habilité à signer le présent contrat par délibération en date du 9 novembre 2021, Place du Petit Puy à GRASSE.

Ci-après dénommée : « Le Concédant »

D'une part,

ET :

La société ELRES, Société par actions simplifiée au capital de 1 324 944 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 662 025 196, dont le siège social est 9-11 allée de l'Arche (92032) Paris La Défense Cedex,

Représentée par Monsieur Damien PENIN, Directeur général délégué, en qualité de mandataire solidaire et ayant pouvoir de signature du groupement constitué avec l'ESAT Prélude, établissement ou service d'aide par le travail dont le siège est situé 107 avenue Jean Maubert – ZI Sainte Marguerite - 06130 Grasse, aux fins de l'attribution et de l'exécution du présent contrat,

Ci-après dénommé : « Le Concessionnaire »

D'autre part,

PREAMBULE

Par contrat signé le 29 novembre 2021, la ville de GRASSE a confié à ELIOR/ELRES la gestion de son service public de restauration pour une durée de 7 ans et 8 mois.

Dans le contexte actuel d'inflation, la société ELIOR/ELRES a fait valoir son droit à demander une réévaluation de l'augmentation liée à la révision annuelle des prix du contrat.

L'imprévision désigne la situation dans laquelle un contrat est déséquilibré par un changement de circonstances qui n'était pas prévisible lors de sa conclusion ; la partie qui en est victime peut demander à son cocontractant de renégocier le contrat.

La commune de Grasse a accepté la négociation de cette imprévision à hauteur de 5 % (incluant les 2,4 % de la révision contractuelle des prix) pour toutes les composantes du contrat avec le délégataire ELIOR/ELRES.

Cette augmentation de 5 % sera donc reportée sur les prix du Bordereau des Prix Unitaires joint en annexe.

De plus, comme le Restaurant municipal ne peut pas générer d'impayés (paiement préalable sur une application mobile avant de pouvoir utiliser ce service) et ne requiert pas de service de facturation, les sommes mobilisées seront redistribuées sur les services appropriés et supprimées de la colonne correspondant au restaurant municipal

PAR CONSEQUENT, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – MODIFICATIONS DE PRIX AU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES :

Voir BPU joint en annexe.

Fait à Grasse, le..... En 3 exemplaires

Pour la Ville de GRASSE, le Maire

Pour le Concessionnaire, Monsieur Damien PENIN, Directeur général délégué